

*Discussion de la proposition de résolution relative à la filière industrielle nucléaire française*

**jeudi 9 février 2012**

Mes chers collègues,

Vous le savez, je ne suis pas le meilleur défenseur du nucléaire.

Pour paraphraser un précédent Président de la République « je ne suis pas favorable au 100 % nucléaire car il ne faut pas mettre ses œufs dans le même panier ».

Et j'ajoute que nous ne pouvons pas préjuger des évolutions technologiques. Si des alternatives écologiquement soutenables, économiquement raisonnables et conformes à l'enjeu d'indépendance énergétique sont disponibles, nous nous passerons du nucléaire.

Et pourtant, j'ai signé cette résolution car j'aimerais que le débat politique soit un débat éclairé, un débat passionné certes mais pas au point de se tromper.

**Premier point : la sortie du nucléaire n'est pas justifiée par l'écologie mais par d'autres arguments. Et je regrette que la Gauche ait réduit le débat sur l'écologie à la sortie du nucléaire.**

Cette vision a fait régresser l'écologie politique.

Il est possible de défendre cette idée de sortie du nucléaire au nom des risques acceptables ou même du refus de la vision linéaire du progrès.

Mais, c'est un abus de se réclamer d'un argument écologique. Que nous prenions les émissions de gaz à effet de serre, l'emprise au sol et son impact sur la biodiversité ou encore les rejets polluants, le nucléaire

présente souvent moins d'inconvénients que les autres énergies notamment fossiles.

J'ajoute d'ailleurs que quelques grands noms de l'écologie se sont ralliés à la nécessité du nucléaire par préférence à toute forme d'énergies fossiles : je pense à James Lovelock (théorie de Gaïa) ou encore Stephen TINDALE l'ancien secrétaire général de Greenpeace au Royaume Uni.

**Deuxième point : notre priorité est d'abord d'économiser l'énergie puis de développer le mix-énergétique le plus décarbonné possible. Or, il n'y a que deux sources d'énergies décarbonnées : le nucléaire et l'énergie renouvelable.**

Il est exact de considérer que le primat du nucléaire n'a pas été favorable aux économies d'énergie. Notre électricité étant bon marché, deux fois moins chères qu'en Allemagne, nous avons trop fortement développé le chauffage électrique et nous nous en mordons les doigts en ce moment.

Il est aussi exact que la facilité de cette énergie et son coût moindre - même le rapport de la Cour des Comptes le place à 49,5 euros par MWh – ont rendu les énergies alternatives moins profitables. La place du nucléaire fut un frein.

Mais plutôt que les opposer, l'enjeu est de les combiner. C'est ce que nous avons fait. La production des énergies renouvelables a progressé de 33 % en 3 ans, le solaire a été multiplié par 3 chaque année, l'éolien par 3 en 3 ans. Nous y consacrons près de 10 Mds d'euros par an. Même le syndicat des énergies renouvelables écrit : « la France s'est

lancée ces dernières années dans un effort sans précédent d'équipement utilisant des énergies renouvelables ». Et s'il y a des ajustements à faire, par exemple sur l'éolien, vous ne pouvez pas nier que nous rattrapons notre retard.

Aussi, ne revenez pas en arrière ; n'agitez pas à nouveau un débat dont je retrouve très exactement les mêmes propos que dans les années 70.

Et j'en viens au troisième point : que chacun soit transparent sur les conséquences d'une réduction trop rapide du nucléaire. Il est impossible de fermer la moitié des réacteurs dans les cinq ans, sans renoncer à nos objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre et nos objectifs de croissance.

Je le dis sur la base du rapport de l'OPECST publié le 15 décembre dernier.

Un rapport qui a été adopté à l'unanimité des membres de droite et de gauche présent. Mais j'ai l'honnêteté de dire que nos collègues d'Europe Ecologie les Verts n'étaient pas présents.

**1- En premier lieu, permettez-moi de présenter en quelques mots le contenu de ce rapport que ma collègue Catherine PROCCACIA devait vous présenter.**

Personne ne peut nier que le recours à l'industrie nucléaire a permis à notre pays de répondre, malgré l'épuisement de ses réserves d'énergie fossile, aux quatre priorités stratégiques suivantes :

- faire face au doublement en trente ans de la consommation électrique ;
- préserver notre indépendance énergétique ;
- favoriser le développement de notre tissu économique et industriel ;
- et, limiter les émissions de gaz à effet de serre. Nous émettons deux fois moins de CO2 par point de PIB que nos voisins.

La situation de la France est très différente de celle de l'Allemagne, qui possède des réserves considérables de lignite, garanties pour 350 ans. Ces réserves sont, pour elle, un facteur de sécurité.

Si elle réduisait à 20% la part du nucléaire, la France ne pourrait qu'accroître massivement ses importations de gaz, soit 100 milliards de facture énergétique et un recul de son indépendance énergétique.

Le deuxième coût serait un doublement des émissions de gaz à effet de serre. J'ajoute que seraient en jeu 410 000 emplois directs et indirects. Et plutôt que dire nous ferons moins d'emplois dans le nucléaire et plus dans les EnR, pourquoi ne pas créer des emplois dans les deux secteurs ?

**2- En deuxième lieu, ce rapport montre qu'à court terme, le développement des EnR seules ne permettrait pas de compenser la fermeture des réacteurs.**

Des obstacles technologiques demeurent, les filières renouvelables n'ayant pas toutes le même degré de maturité. Si l'hydroélectricité et l'éolien terrestre sont des technologies aujourd'hui matures, tel n'est pas encore le cas du solaire photovoltaïque ou de l'éolien en mer, dont les coûts demeurent élevés.

En deuxième lieu, les énergies renouvelables sont confrontées à une déconnexion entre lieux de production et de consommation, qui exige un fort développement des réseaux. Or, les délais de construction des lignes à très haute tension sont d'environ 10 ans, très supérieurs aux délais de mise en route des infrastructures.

En troisième lieu, et surtout, nous ne pourrions pas massifier ces énergies sans progrès sur les moyens de stockage de l'électricité, et les « smart grids ».

La substitution d'énergies renouvelables à l'énergie nucléaire n'est donc envisageable qu'à moyen terme. Il faut au moins 25 ans pour une transition entre énergies.

D'ailleurs, Catherine PROCCACIA souhaitait vous informer que la sortie rapide du nucléaire au Japon devrait se traduire par une hausse de 20% des GES.

Dans ces conditions, le rapport de l'Office envisage un ajustement du parc nucléaire, en fin de vie des réacteurs, au moment préconisé par l'Autorité de sûreté nucléaire. Le remplacement au rythme d'un réacteur de nouvelle génération pour deux réacteurs d'ancienne génération.

La part d'électricité d'origine nucléaire se trouverait ainsi abaissée à un niveau de 50 % à 60 % de la production totale actuelle vers 2050, puis à un niveau de l'ordre de 20% à 30 % vers 2100.

La filière nucléaire doit donc continuer à jouer un rôle, complémentaire de celui des autres technologies, qui ne pourront s'y substituer mais au fur et à mesure de leur maturation.

Naturellement, il va de soi que la trajectoire équilibrée, préconisée par le rapport de la mission sur la filière nucléaire, n'est crédible que si la sécurité fait figure de priorité absolue, quel qu'en soit le coût.

Dans un avis récent, portant sur les évaluations complémentaires de sûreté réalisées à la suite de l'accident de Fukushima, l'autorité de sûreté a préconisé l'augmentation de la robustesse des centrales face à des situations extrêmes.

La mission a aussi formulé plusieurs recommandations destinées à renforcer l'organisation de la sûreté nucléaire dans notre pays. Ces recommandations concernent l'unification des moyens de l'Autorité de sûreté nucléaire et surtout la limitation du recours aux cascades de sous-traitance. Elle appelle des efforts supplémentaires en termes de formation des personnels, de transmission des compétences, et un recours maîtrisé à la sous-traitance, qui ne doit pas entraîner une dilution des responsabilités susceptible de nuire à la sûreté.

**Dernier point, et première priorité citée par le rapport : les économies d'énergie ;** particulièrement dans le bâtiment, pour contrebalancer la forte croissance des besoins en électricité induite par les évolutions technologiques notamment le développement d'internet ou de la voiture électrique par exemple.

\* \*

Vous le voyez, entre l'éthique de la conviction et l'éthique de la responsabilité, un chemin est possible. Entre de légitimes réserves face au nucléaire et la conscience des impasses quant aux alternatives, un chemin est possible.

Le rapport de l'OPECST propose un chemin. Il ne satisfera peut être pas les extrêmes « pour » et les extrêmes « contre » mais il est conforme à l'intérêt général.